Conseil d'Etat - Raad van State
Section de législation - Afdeling wetgeving
- 6 MAI 1964
Transmis au M. - Coordination
Overgemaakt aan de M.

ADV. L. 8764/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 6 mars 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création d'une commission d'arbitrage statuant en degré d'appel sur l'admissibilité en matière d'aptitudes physiques des candidats aux emplois publics et organisant le fonctionnement de cette commission", a donné le 26 mars 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e maart 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een scheidsrechterlijke commissie die in hoger beroep beslist over de toelaatbaarheid inzake lichamelijke geschiktheid van kandidaten voor openbare betrekkingen en tot inrichting van de werking van deze commissie", heeft de 26e maart 1964 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Section
6.5.64

Comme il a été dit dans l'avis concernant le projet d'arrêté royal relatif à la détermination et à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics (L.8763), par souci de coordination des textes, il y aurait lieu de fusionner ce projet L.8763 et celui qui fait l'objet du présent avis.

Les articles 1er à 5 et 7 à 9 du présent projet formeraient le chapitre III du texte fusionné, chapitre qui s'intitulerait "Du collège de médecins".

\+ +

C'est sous réserve de cette observation que le Conseil d'Etat examine l'intitulé et le préambule du présent projet.

INTITULE.

Dans l'avis rappelé ci-dessus (L.8763), il a été suggéré de remplacer l'appellation "commission d'arbitrage" par celle de "collège de médecins".

L'intitulé du projet pourrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

"Arrêté royal portant création et organisation d'un collège de médecins intervenant dans la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics".

\+

\+ +

.../...

PREAMBULE.

Afin de tenir compte de l'avis rappelé ci-dessus (L.8763), il y aurait lieu de rédiger l'alinéa 2 du préambule de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du ... relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics, notamment l'article 9;".

\+ +

Les deux "considérants" ne sont nullement nécessaires; ils peuvent être omis.

\+ +

L'article 9 du projet fixe la rétribution des médecins non-fonctionnaires membres des chambres de la "commission d'arbitrage". En application de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, le projet doit viser, en son préambule, l'accord du Ministre des Finances avec sa date (articles 6 et 24). L'arrêté étant pris sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions , prévu par l'article 8 du même arrêté, ne doit pas être visé d'une manière expresse.

\+

\+ +

.../...

Article 1er.

Il est suggéré de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 1er.-

Il est créé auprès du service de santé administratif un collège de médecins se composant de deux chambres, l'une d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise".

\+

\+ \+

Article 2.

Afin qu'aucune confusion ne puisse naître concernant la qualité d'autorité administrative et non de juridiction administrative du collège de médecins, il est suggéré de rédiger l'article 2 comme suit :

"Article 2.-

La chambre d'expression française prend la décision finale concernant l'admissibilité des candidats appartenant au rôle français; la chambre d'expression néerlandaise prend la décision finale concernant l'admissibilité des candidats appartenant au rôle néerlandais".

\+

\+ \+

.../...

Article 3.

Suivant les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué du Ministre, la Fédération médicale belge aurait été récemment dissoute; si tel est le cas, il y aurait lieu de la remplacer par l'organisme que le Gouvernement considère comme le plus représentatif du corps médical.

\+ +

Suivant l'article 4, la Fédération médicale doit faire une double présentation tant pour le membre effectif que pour les suppléants; c'est à l'article 3 qu'il y aurait lieu de prévoir cette double présentation pour le membre effectif.

\+ +

L'article 3 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 3.-

Chacune des chambres du collège de médecins est composée :

1° du médecin en chef du service de santé administratif ou, le cas échéant, de son adjoint linguistique;

2° d'un médecin désigné pour la durée d'un an par le Ministre de la Santé publique et de la Famille sur une liste de deux médecins proposés par ... ;

3° d'un médecin désigné pour la durée d'un an par le Ministre de la Santé publique et de la Famille sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail".

\+

\+ +

.../...

Article 4.

Cet article a trait à la désignation des membres suppléants du collège de médecins.

En son § ler, il prévoit la désignation des suppléants du médecin en chef du service de santé administratif "auxquels, en cas d'empêchement, le médecin en chef du service de santé administratif peut donner délégation en vue de son remplacement".

Le texte prévoyant que les médecins désignés comme il est dit au § ler sont les suppléants du médecin en chef du service de santé administratif, il n'y a pas lieu de prévoir que ce médecin en chef peut leur donner délégation; le suppléant agit en vertu du texte même qui le prévoit, en lieu et place de la personne qu'il supplée lorsque celle-ci est absente ou empêchée d'exercer ses fonctions.

+

La désignation des membres titulaires étant faite pour la durée d'une année, il semble qu'il faille prévoir cette même durée pour la désignation des suppléants; le projet prévoit cette durée en son § ler, mais ne fixe aucune durée en ses §§ 2 et 3 .

+ +

.../...

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat suggère d'apporter, en outre, à l'article 4 diverses modifications de pure forme qui ont été reprises dans le texte suivant :

"Article 4.-

Des membres suppléants sont désignés pour la durée d'un an par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, pour siéger en lieu et place des membres titulaires en cas d'empêchement de ces derniers.

Un médecin de chaque rôle linguistique est désigné parmi les médecins du service de santé administratif, comme suppléant du médecin en chef du service de santé administratif,

Un médecin au moins et trois médecins au plus sont désignés pour chacune des chambres du collège, comme suppléants du médecin nommé sur la proposition de ... ; (celle-ci) présente deux candidats pour chaque médecin à désigner.

Un médecin au moins et trois médecins au plus sont désignés pour chacune des chambres du collège, comme suppléants du médecin nommé sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail; celui-ci fait à cette fin les propositions nécessaires".

\+

\+ \+

.../...

Article 5.

Suite à l'observation faite sous l'article 4, § 1er, il y a lieu de remplacer les mots "ou son délégué", qui figurent à l'alinéa 1er, par les mots "ou son suppléant".

\+

\+ +

Article 6.

Cet article reprend pratiquement l'article 10 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis L. 8763.

Il doit être omis, même si le Gouvernement ne suit pas la suggestion formulée ci-dessus, de fusionner les deux projets.

\+

\+ +

Article 7.

Après avoir disposé que la décision est prise à la majorité des voix, l'article dispose, en son alinéa 2 :

"Eventuellement, le rapport comporte une note émanant de la minorité".

Suivant ce texte, le membre de la chambre qui ne serait pas d'accord avec ses deux collègues devrait établir une note expliquant ce désaccord. Il résulte toutefois du texte néerlandais que l'élaboration de cette note n'est nullement obligatoire; le médecin l'établit s'il l'estime utile.

Si les intentions du Gouvernement sont mieux exprimées dans le texte néerlandais, il y aurait lieu de rédiger l'article 7, alinéa 2, de la manière suivante :

"Le médecin qui n'est pas d'accord peut, s'il l'estime utile, rédiger une note expliquant son point de vue".

\+

\+ \+

Article 9.

Le but poursuivi par cet article est de donner aux médecins non-fonctionnaires qui vont siéger dans les chambres du collège de médecins, les rétributions qui sont accordées aux médecins non-fonctionnaires siégeant dans les chambres d'appel de l'Office médico-légal.

Pour qu'aucune difficulté ne puisse surgir lors de modifications apportées au régime pécuniaire de ces médecins, il est suggéré de ne pas se référer à l'arrêté du Régent du 11 janvier 1946 mais, d'une manière générale, au régime de rétribution des médecins siégeant dans les chambres d'appel de l'Office médico-légal.

L'article 9 pourrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Article 9.-

Les médecins non-fonctionnaires, membres effectifs ou suppléants des chambres du collège de médecins, perçoivent les rémunérations et indemnités prévues pour les médecins non-fonctionnaires, membres effectifs ou suppléants des chambres d'appel de l'Office médico-légal".

\+

\+ +

Article 10.

Cet article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 10.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ... ".

Pour le surplus, le Conseil d'Etat se réfère à l'observation formulée in fine de son avis L.8763.

\+

\+ +

En raison de l'article 9 qui fixe le régime de rémunération et d'indemnités des membres non-fonctionnaires des chambres du collège de médecins, le projet doit être contresigné par le Ministre des Finances en application de la loi du 20 juillet 1921.

---

Zoals gezegd is in het advies over het ontwerp-koninklijk besluit tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van gegadigden voor sommige openbare betrekkingen vereist worden (L.8763), zou dat ontwerp L.8763 ter wille van de coördinatie van de teksten met het onderhavige moeten worden samengevoegd.

De artikelen 1 tot 5 en 7 tot 9 van het onderhavige ontwerp zouden in de samengevoegde tekst hoofdstuk III "College van geneesheren" vormen.

\+ +

Onder voorbehoud van deze opmerking, onderzoekt de Raad van State het opschrift en de aanhef van het onderhavige ontwerp.

OPSCHRIFT.

In het hiervorenbedoelde advies (L.8763), is in overweging gegeven de benaming "scheidsrechterlijke commissie" te vervangen door "college van geneesheren".

Het opschrift van het ontwerp zou dan als volgt kunnen worden gelezen :

"Koninklijk besluit tot instelling en inrichting van een college van geneesheren dat optreedt bij de controle van de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen".

\+

\+ +

.../...

AANHEF.

Ter inachtneming van het reeds genoemde advies L.8763, leze men het tweede lid van de aanhef als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen, inzonderheid op artikel 9;".

Beide "consideransen" kunnen als overbodig vervallen.

\+ +

Artikel 9 van het ontwerp zegt hoe de geneesheren, niet-ambtenaren, die lid zijn van de kamers van de "scheidsrechterlijke commissie", vergoed worden. Krachtens het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, moet de aanhef van het ontwerp het akkoord van de Minister van Financiën met zijn datum vermelden (artikelen 6 en 24). Aangezien het ontwerp-besluit wordt vastgesteld op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, moet niet uitdrukkelijk worden verwezen naar het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, welk akkoord is voorgeschreven in artikel 8 van hetzelfde besluit van 5 oktober 1961.

\+

\+ +

.../...

Artikel 1.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst in overweging gegeven :

"Artikel 1.-

Bij de administratieve gezondheidsdienst wordt een college van geneesheren ingesteld, dat uit twee kamers, een Nederlandse en een Franse, bestaat".

+

+ +

Artikel 2.

Opdat geen verwarring kan ontstaan over de vraag of het college van geneesheren een administratieve overheid dan wel een administratief rechtscollege is, wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

De Nederlandse kamer neemt de eindbeslissing inzake de toelaatbaarheid van gegadigden van de Nederlandse taalrol ; de Franse kamer neemt de eindbeslissing inzake de toelaatbaarheid van gegadigden van de Franse taalrol".

+

+ +

.../...

Artikel 3.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou het Algemeen Belgisch Geneesherenverbond onlangs ontbonden zijn. Is dat werkelijk zo, dan zou het moeten worden vervangen door het orgaan dat de Regering het meest representatief acht voor het geneesherenkorps.

\+ +

Volgens artikel 4 moet het Geneesherenverbond twee kandidaturen voordragen, zo voor het gewoon lid als voor de plaatsvervangers ; wat het gewoon lid betreft, zou dat in artikel 3 moeten worden bepaald.

\+ +

Artikel 3 zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 3.-

Elke kamer van het college van geneesheren is samengesteld uit :

1° de hoofdgeneesheer van de administratieve gezondheidsdienst of, in voorkomend geval, zijn taaladjunct ;

2° een geneesheer die voor één jaar door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin wordt aangewezen uit een lijst van twee geneesheren, voorgedragen door ... ;

3° een geneesheer die voor één jaar door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin wordt aangewezen op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid".

\+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State voor, in artikel 4 ook een aantal vormwijzigingen aan te brengen die in de hiernavolgende tekst zijn verwerkt :

"Artikel 4.-

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin wijst, voor één jaar, plaatsvervangende leden aan, die in plaats van de gewone leden zitting nemen ingeval deze verhinderd zijn.

Een geneesheer van elke taalrol wordt uit de geneesheren van de administratieve gezondheidsdienst aangewezen als plaatsvervanger van de hoofdgeneesheer van de administratieve gezondheidsdienst.

Ten minste één en ten hoogste drie geneesheren worden voor elke kamer van het college aangewezen als plaatsvervangers van de geneesheer die benoemd is op de voordracht van ...; (dit of deze) draagt voor elke aan te wijzen geneesheer twee kandidaten voor.

Ten minste één en ten hoogste drie geneesheren worden voor elke kamer van het college aangewezen als plaatsvervangers van de geneesheer die benoemd is op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid. Deze doet daartoe de nodige voordrachten".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 4.

Dit artikel handelt over de aanwijzing van de plaatsvervangende leden van het college van geneesheren.

Paragraaf 1 voorziet in de aanwijzing van de plaatsvervangers van de hoofdgeneesheer van de administratieve gezondheidsdienst "die door de hoofdgeneesheer van de administratieve gezondheidsdienst kunnen worden gemachtigd om hem te vervangen in geval van verhindering".

De tekst zegt dat de overeenkomstig § 1 aangewezen geneesheren de plaatsvervangers van de hoofdgeneesheer van de administratieve gezondheidsdienst zijn, zodat niet meer moet worden bepaald dat zij door die hoofdgeneesheer kunnen worden gemachtigd ; krachtens de tekst zelf die in zijn aanstelling voorziet, treedt de plaatsvervanger op in de plaats van degene die hij vervangt wanneer die afwezig is of verhinderd is zijn ambt uit te oefenen.

+

Aangezien de gewone leden voor één jaar worden aangewezen, lijkt het nodig ook de plaatsvervangers voor diezelfde duur aan te wijzen. Het ontwerp bepaalt die duur in § 1, maar zegt daaromtrent niets in de §§ 2 en 3.

+ +

.../...

Artikel 5.

Als gevolg van de opmerking die bij artikel 4, § 1, gemaakt is, vervange men in het eerste lid de woorden "of zijn gemachtigde" door "of zijn plaatsvervanger".

+

+ +

Artikel 6.

Dit artikel is praktisch een herhaling van artikel 10 van het ontwerp-koninklijk besluit waarover advies L. 8763 is gegeven.

Het moet vervallen, ook al gaat de Regering niet in op het voorstel tot samenvoeging van beide ontwerpen.

+

+ +

Artikel 7.

Na te hebben gezegd dat de beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen, bepaalt het artikel in zijn tweede lid :

"Eventueel kan een minderheidsnota in het verslag worden opgenomen".

.../...

van de Regent van 11 januari 1946, maar, in het algemeen, naar de vergoedingsregeling van de geneesheren die zitting hebben in de kamers van beroep van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Artikel 9 zou dan als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 9.-

De geneesheren niet-ambtenaren die gewoon of plaatsvervangend lid van de kamers van het college van geneesheren zijn, ontvangen de bezoldigingen en vergoedingen welke bepaald zijn voor de geneesheren niet-ambtenaren die gewoon of plaatsvervangend lid van de kamers van beroep van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst zijn".

\+

\+ +

Artikel 10.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 10.-

Dit **besluit** treedt ... in werking".

Voorts moge de Raad van State verwijzen naar de opmerking **aan** het slot van zijn advies L. 8763.

\+

\+ +

.../...

Volgens de Franse tekst zou het lid van de kamer dat niet akkoord gaat met zijn beide collega's, een nota moeten opmaken waarin hij daarover uitleg verstrekt. Uit de Nederlandse tekst blijkt echter dat het opmaken van die nota niet verplicht is; de geneesheer maakt ze op indien hij het dienstig acht.

Als de bedoeling van de Regering beter weer gegeven is in de Nederlandse tekst dan moet de Franse tekst van artikel 7, tweede lid, worden aangepast. De Nederlandse van zijn kant leze men als volgt :

"De geneesheer die het niet eens is, kan, indien hij het nuttig acht, een nota opmaken waarin hij zijn zienswijze toelicht".

\+

\+ \+

Artikel 9.

Dit artikel wil de geneesheren, niet-ambtenaren, die zitting zullen nemen in de kamers van het college van geneesheren, op dezelfde wijze vergoeden als de geneesheren, niet-ambtenaren, die zitting hebben in de kamers van beroep van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Opdat geen moeilijkheden kunnen ontstaan wanneer de bezoldigingsregeling van die geneesheren wordt gewijzigd, wordt voorgesteld niet te verwijzen naar het besluit

.../...

Ter wille van artikel 9, dat de bezoldigings- en vergoedingsregeling van de geneesheren, niet-ambtenaren, van de kamers van het college van geneesheren bepaalt, moet het ontwerp krachtens de wet van 20 juli 1921 door de Minister van Financiën medeondertekend worden.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.